

Prise de position d'un collectif de 160 organisations sur le devenir de la Banque de données en santé publique (BDSP)

5 novembre 2018 (mise à jour 29/03/19)

LA BDSP BRULE ET NOUS REGARDONS AILLEURS

Tout le monde connaît le dicton d'Amadou Hampâté Bâ à la tribune de l'Unesco au début des années soixante : "En Afrique, quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle". Et quand une bibliothèque brûle...?

Imaginons une grande bibliothèque dématérialisée, alimentée par des institutions et des associations, œuvrant dans le champ de la santé publique, en passe d'être sacrifiée sur le bûcher économique... Il s'agit bien ici de la Banque de données en santé publique, la BDSP, et de sa fin annoncée. En effet, à la fin de l'année 2018, l'École des hautes études en santé publique qui hébergeait ce réseau documentaire va être contrainte de s'en désengager faute de financement. En l'absence de modèle économique et de volonté politique de la soutenir, la BDSP est ainsi condamnée à disparaître, à très court terme.

La fin de la BDSP ne marquerait pas seulement la disparition d'un **réservoir documentaire unique en santé publique**. Ce serait bien plus que cela.

Faire disparaître la BDSP, c'est faire disparaître un réseau documentaire d'une quarantaine de producteurs qui, depuis des années, ont appris à travailler ensemble en développant, alimentant et diffusant des services d'information dans le domaine de la santé publique. Petites associations ou grands organismes, ces contributeurs repèrent, indexent et rendent accessibles des connaissances en santé publique, protéiformes, que ce soit au niveau du type de documents (synthèses de la littérature, recommandations, référentiels de bonnes pratiques, rapport d'études, articles, ouvrages), ou au niveau des thématiques traitées.

Faire disparaître la BDSP, c'est faire disparaître un symbole de la collaboration intersectorielle, interinstitutionnelle dans le champ de la santé publique. Les espaces de réflexion commune pour la construction d'un outil pertinent et d'une démarche cohérente sont-ils si nombreux que l'on puisse sans dommage mettre fin à celui-là ?

Faire disparaître la BDSP, c'est envoyer un message paradoxal à tous les acteurs du champ de la santé publique.

À l'heure où le projet stratégique 2017-2019 de la Direction générale de la santé, la Stratégie nationale de santé 2018-2022, les projets régionaux de santé des Agences régionales de santé, affichent dans leurs orientations l'objectif d'améliorer la disponibilité des connaissances issues de la recherche, de l'évaluation des pratiques, des résultats des interventions ou des programmes, pour appuyer les décisions et le développement de la production, de la diffusion et de l'utilisation des connaissances, soutenir la BDSP et trouver des solutions pérennes pour maintenir son offre documentaire devraient être des impératifs. Pour s'appuyer sur des données, encore faut-il que celles-ci soient disponibles et accessibles.

Faire disparaître la BDSP, c'est écarter tout un pan de la connaissance et de l'expérience.

C'est enfouir sous d'innombrables sédiments, la mobilisation de données probantes en santé publique, entendue comme « le processus consistant à extraire et à disséminer les meilleures données disponibles issues de la recherche, de la pratique et de l'expérience, ainsi qu'à utiliser ces données pour éclairer et améliorer la pratique et les politiques en santé publique »¹. La BDSP est ce lieu virtuel, unique et conséquent où se côtoient ces trois catégories de données, pointant les savoirs contextuels, scientifiques ou expérientiels. Les deux premiers sont relativement faciles à repérer sur internet, contrairement aux données expérientielles qui, au mieux, ont fait l'objet d'une publication dans une revue professionnelle. La BDSP est aussi un magnifique repaire de littérature grise, c'est-à-dire tous les documents écrits qui n'entrent pas dans le circuit de l'édition, et qui ont alors peu de chances de dépasser le cercle des lecteurs auxquels ils sont initialement destinés, alors qu'ils contiennent une information factuelle précieuse.

Faire disparaître la BDSP, c'est de fait établir une hiérarchie entre les différentes formes de production de connaissances. C'est explicitement privilégier la publication scientifique référencée dans des bases de données ad hoc (Medline, Embase, Science direct...). C'est recentrer l'accès aux données sur les Universités et ceux qui ont accès à leurs bibliothèques. C'est ignorer la nécessaire coexistence des savoirs et leur complémentarité.

C'est aussi rompre la promesse d'édifier des ponts entre les données probantes, les données prometteuses, la transférabilité des actions, la littératie en santé, le partage et le courtage de connaissances, la capitalisation de l'expérience, la recherche interventionnelle... Autant de pratiques louées pour soutenir l'efficience des actions de santé publique.

Faire disparaître la BDSP, c'est laisser mourir un langage (documentaire) commun, faute d'entretien et de mise à jour ; nous parlons ici du thesaurus BDSP, qui regroupe près de 8000 descripteurs répartis en 57 sous-domaines, et du glossaire en santé publique.

Ces deux outils permettent aux professionnels de mieux cerner la définition d'un concept et contribuent à la mise en place d'une culture commune ou d'un parler commun au sein d'un groupe de travail ou autour de la mise en œuvre d'un projet. Plus spécifiquement, le thesaurus, liste normalisée et structurée de termes (descripteurs ou mots-clés) jalonne l'environnement sémantique d'un concept. Les termes sont reliés entre eux par des relations sémantiques, génériques et associatives. Combinés entre eux, ils servent à décrire un document (indexation) et à formuler une question pour interroger une base de données². Ils ont donc aussi une dimension pédagogique et facilitatrice essentielle.

¹ Centres de collaboration nationale en santé publique. Qu'est-ce que la santé publique fondée sur des données probantes ? [Page internet]. Montréal : Centres de collaboration nationale en santé publique, 2011. En ligne : <http://www.nccmt.ca/fr/au-sujet-du-ccnmo/eiph>

² Il existe trois thesaurii importants en santé publique : celui de la Banque de données en santé publique (<http://www.bdsp.ehesp.fr/>), le thesaurus en éducation pour la santé édité par l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé issu du thesaurus BDSP (<http://inpes.santepubliquefrance.fr/CFESBases/catalogue/pdf/882.pdf>) et le Medical Subject Headings (MeSH) de la base de données Medline (la version francophone est accessible avec l'URL <http://mesh.inserm.fr/FrenchMesh/>).

Faire disparaître la BDSP, c'est donner raison à ceux qui pensent « *que le numérique et l'accès à des moteurs de recherche permettraient de se passer d'une expertise documentaire* ». La BDSP, parce qu'elle est un réseau de professionnels de la documentation, permet la mutualisation de tout un travail spécialisé de traitement de l'information, qui va de la sélection de l'information à sa mise à disposition³. Du cousu main qu'aucun algorithme d'intelligence artificielle ne pourra jamais égaler !

Enfin, faire disparaître la BDSP, c'est AVANT TOUT supprimer un outil précieux et indispensable dont l'utilité sociale n'est plus à démontrer. Riche de 524 867 documents référencés dont 98 050 sont accessibles en texte intégral, rassemblés dans une même base, la BDSP est une ressource indispensable aux professionnels de terrain, mais aussi aux étudiants (notamment ceux qui effectuent leur « service sanitaire »...). La BDSP, c'est 3000 visites quotidiennes et 400 000 visiteurs originaires de plus de 10 pays en 2017.⁴

Qui n'a jamais consulté les offres d'emploi mises en ligne ? Qui n'a jamais fouillé dans la base de colloques ou dans la base des appels à projet ? Qui n'a jamais profité de ces ressources électroniques pour saisir la tendance de ce qui se passe en région ou pour alimenter une newsletter ? Qui n'a jamais débuté une recherche documentaire par la BDSP ?

Quand une bibliothèque brûle, c'est tout un pan de connaissances, de pratiques, de collaboration et d'accessibilité qui s'écroule. La disparition de la BDSP marquerait la fin de toute une activité d'identification, de sélection et d'organisation de connaissances indispensables. Elle priverait les professionnels d'un accès facile, organisé, pertinent et gratuit à la connaissance dans un contexte où toutes les institutions ne cessent de recommander l'application et la diffusion de données de référence en santé publique. Elle priverait les professionnels d'un réseau documentaire efficace et expert.

La BDSP constitue le premier niveau d'accès à la connaissance pour de nombreux acteurs. Où vont-ils aller ? Par qui vont-ils être accompagnés ?

La fin de la BDSP dit bien plus que la disparition de milliers de références. Elle dit le choix de privilégier un accès élitiste à la connaissance, elle dit la déconsidération de l'expertise documentaire, elle dit le désintérêt pour la connaissance issue de l'expérience, pour ceux qui la produisent et pour ceux qui l'utilisent.

Est-il encore temps de regarder la réalité en face ?

³ Veille éditoriale et stratégique, partage d'une information valide, fiable et pertinente, accès aux données probantes permettant le benchmarking et la transférabilité des interventions scientifiquement validées, constitution de bases de connaissances structurées...

⁴ Données issues du rapport d'activités 2017 de la BDSP

Liste des organisations signataires :

1. ADALI Habitat
2. ADBS, l'Association des professionnels de l'information et de la documentation
3. ADPS Dépistage 51
4. AGECSA, Centres de santé associatifs de Grenoble
5. Aide Odontologique Internationale (AOI)
6. AIDES
7. Alliance contre le tabac
8. AQUIRESS (Réseau Aquitain des Ressources en Documentation Sanitaire et Sociale)
9. Ardennes Allaitement
10. ASCODOC PSY, réseau documentaire en santé mentale
11. Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (APHP)
12. Association ! Dsanté
13. Association Amuse Bouche
14. Association de Recherche en Soins Infirmiers (ARSI)
15. Association Départementale d'Education pour la Santé (ADES) du Rhône
16. Association des documentalistes de collectivités territoriales (INTERDOC)
17. Association des épidémiologistes de langue française (ADELF)
18. Association des internes de Santé Publique d'Ile-de-France (SPI)
19. Association des Médecins Inspecteurs et autres médecins de Santé Publique (AMISP)
20. Association EVEA – Espace vendéen en addictologie
21. Association française pour le développement de l'éducation thérapeutique (Afdet)
22. Association France Spondyloarthrites (AFS)
23. Association La santé à voix haute
24. Association l'Olivier des Sages
25. Association MASSIVE
26. Association Nationale de Défense contre l'Arthrite Rhumatoïde (ANDAR)
27. Association nationale de prévention en alcoologie et addictologie (ANPAA)
28. Association Nationale des Puéricultrices (teurs) Diplômé(e)s et des Etudiants (ANPDE)
29. Association Périnatalité Prévention Recherche Information (APPRI)-Maternité sans tabac
30. Association pour le Développement de l'Epidémiologie de Terrain (EPITER)
31. Association Pratiques en santé
32. Association Santé Education et Prévention sur les Territoires Franche Comté Bourgogne
33. Atelier Conseils VILLANTHROPE

34. Bibliothèque Inter-Universitaire (BIU) Santé de l'Université Paris-Descartes
35. BIOLEDGE, partners for informed life science decisions
36. Centre d'appui pour la prévention des infections associées aux soins (Cpias) Bretagne
37. Centre d'Information et de Ressources sur les Drogues et Dépendances (CIRDD) Alsace
38. Centre de Formation des Professionnels de Santé (CFPS) du Centre hospitalier de Mont de Marsan
39. Centre de formation Louise Couvé
40. Centre de planification et d'éducation familiale (CPEF) de l'Aube
41. Centre Régional de Coordination du Dépistage des Cancers - Corse
42. Centre Social d' Hayange
43. Cité de la santé – Universcience
44. City & Hackney GP Confederation, Londres
45. Collectif Santé Ville d'Île de France
46. Collège de Liaison des Internes en Santé Publique (CLISP)
47. Collège National des Chirurgiens-Dentistes Universitaires en Santé Publique
48. Collège national des enseignants d'informatique médicale, biomathématiques, méthodes en épidémiologie, statistique (CIMES)
49. Collège Universitaire des Enseignants de Santé Publique (CUESP)
50. Comité de Coordination Régionale de lutte contre le VIH et les IST (Corevih) Paca Ouest Corse
51. Comité Départemental d'Education et de Promotion de la Santé (CODEPS) des Bouches-du-Rhône
52. Comité Départemental d'Education pour la Santé de Seine-Saint- Denis (CODES 93)
53. Comité Départemental d'Education pour la Santé des Alpes Maritimes (CODES 06)
54. Comité Départemental d'Education pour la Santé du Cher (CODES 17)
55. Comité Départemental d'Education pour la Santé du Gard (CODES 30)
56. Comité Départemental d'Education pour la Santé du Var (CODES 83)
57. Comité Départemental d'Education pour la Santé de l'Hérault
58. Comité Départemental d'Education pour la Santé du Vaucluse
59. Comité régional d'éducation pour la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur (CRES PACA)
60. CREA-ORS Occitanie
61. CRIPS Ile de France
62. CRIPS Provence-Alpes-Côte d'Azur
63. Dedale - Association des bibliothécaires de l'enseignement paramédical en Belgique francophone
64. Département de santé Publique de l'université de Tours
65. Département Hospitalier de Santé Publique du GH Paris Ile de France Ouest
66. Ecole de Santé publique, Faculté de Médecine de Nancy

67. EndoFrance, association française de lutte contre l'endométriose
68. Fabrique Territoires Santé
69. Fédération Addiction
70. Fédération des Espaces Santé Jeunes
71. Fédération des Maisons et Pôle de Santé d'Ile de France (FEMASIF)
72. Fédération française des maisons et pôles de santé (FFMPS)
73. Fédération Nationale d'Education et de promotion de la Santé (FNES)
74. Fédération nationale des centres de santé
75. Fédération Nationale des Ecoles des Parents et des Educateurs (FNEPE)
76. Fédération Nationale des Observatoires Régionaux de Santé (FNORS)
77. Fédération Régionale des Acteurs en Promotion de la Santé – Centre- Val de Loire (FRAPS)
78. Fédération Réso Occitanie
79. GHEF-Site de meaux, Unité d'Action Publique, Centre de Vaccinations
80. Groupe d'intervention en santé publique et épidémiologie (GISPE)
81. Groupe hospitalier Mont-Saint-Michel
82. Groupe Intervention-Recherche Psychologues et Santé Publique (GIR-psySP)
83. Guyane Promo Sante (GPS) - IREPS & CRIPS de Guyane
84. IFSI de la Blancarde (Marseille)
85. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Auvergne Rhône Alpes
86. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Bourgogne Franche-Comté
87. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Bretagne
88. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Grand Est
89. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Nouvelle Aquitaine
90. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Occitanie
91. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Pays de la Loire
92. Instance Régionale d'Education et de Promotion de la santé (IREPS) Guadeloupe
93. Institut de Formation en Masso-Kinésithérapie Centre Guinot
94. Institut de Formation en Soins Infirmiers de l'Institut hospitalier Franco-Britannique (IFSI-IHFB)
95. Institut de Formation en Soins Infirmiers du Centre Psychothérapique de Nancy
96. Institut de Formation en Soins Infirmiers du Groupement Hospitalier Portes de Provence
97. Institut de Recherche et de Formation à l'Action Sociale de l'Essonne (IRFASE)
98. Institut de recherche et documentation en économie de la santé (IRDES)
99. Institut Lorrain de Formation des Cadres de Santé (IFCS Lorrain)
100. Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale (IRFSS) Nouvelle Aquitaine. Site d'Angoulême. Croix Rouge

101. Institut Régional de Formation Sanitaire et Sociale (IRFSS), site de Chalons en Champagne
102. Institut Régional de Travail Social Ile de France Montrouge Neuilly sur Marne
103. Institut Renaudot
104. L'Horizon, centre de formation aux Métiers de la petite Enfance
105. Laboratoire Dynamiques sociales et recompositions des espaces (LADYSS)
106. Laboratoire Educations et Pratiques de Santé (LEPS) de l'Université Paris 13
107. Maison de la santé de Saint Denis
108. Médecins du Monde
109. Mission Locale de Sarreguemines
110. Mission locale du Nord Mosellan
111. Mutualité française Auvergne-Rhône-Alpes
112. Mutualité Française Centre-Val de Loire
113. Mutualité Française Ile de France
114. Mutualité Française Pays de la Loire
115. Observatoire Français des Drogues et Toxicomanies (OFDT)
116. Observatoire Régional de la Santé Auvergne-Rhône-Alpes
117. Observatoire Régional de la Santé de la Corse
118. Observatoire Régional de la Santé Nouvelle- Aquitaine (ORS NA)
119. Observatoire Régional de Santé Île-de-France
120. Plate-forme de santé Normandie (PSN)
121. Plateforme nationale pour la recherche sur la fin de vie
122. Pôle de Formations des Professionnels de Santé du CHU de Rennes (PFPS)
123. Pôle de Ressources en Education thérapeutique Ile-de-France
124. Pôle Santé Paris 13, CPTS du 1er arrondissement de Paris
125. Projet DocToBib
126. Promo-Santé Ile de France
127. Promotion Santé Normandie
128. Psychologie & Vieillessement
129. Regroupement des aidants naturels du Québec (RANQ)
130. Réseau d'information en Santé au Travail (RIST)
131. Réseau de santé du Sud Meusien
132. Réseau de Santé Périnatal Parisien
133. Réseau documentaire en Sciences et en action sociales PRISME
134. Réseau Environnement Santé
135. Réseau français des Villes-Santé de l'OMS

136. Réseau francophone international pour la promotion de la santé (RÉFIPS)
137. Réseau Loraddict
138. Réseau National Alimentation Cancer Recherche (NACRe)
139. Réseau National des Documentalistes Hospitaliers (RNDH)
140. RoSFED
141. SANTE INFO SOLIDARITE - ANIMATION (SIS-ANIMATION)
142. Sciences Infirmières Documentation (Sidoc)
143. Service de santé publique GCS "Coordination pour l'amélioration des pratiques professionnelles en santé en Bretagne" du CHU Pontchaillou
144. Service Départemental de Santé Publique 71, Centre de Lutte Anti Tuberculeuse 71/ Centre de Vaccination Départemental 71
145. Service universitaire de promotion de la santé UCLouvain/IRSS-RESO
146. SMEREP CARE FACTORY, Fondation pour la santé des jeunes
147. SMEREP, Société Mutualiste des Etudiants de la Région Parisienne
148. Société Française de Santé Publique (SFSP)
149. Société Française des Acteurs de la Santé Publique Bucco-Dentaire (ASPBD)
150. Société Française Santé Environnement (SFSE)
151. Société Régionale de Santé Publique Centre Val de Loire
152. Société Régionale de Santé Publique Occitanie
153. Société Régionale de Santé Publique Sud-Est
154. Soins Primaires Pluriprofessionnels : Innovation Recherche (SPP-IR)
155. Syndicat des Médecins Inspecteurs de Santé Publique (SMISP)
156. Union des Maisons de la Nutrition, du Diabète et du Risque cardio-vasculaire
157. Union Française pour la Santé Bucco-Dentaire (UFSBD)
158. Unité de Tabacologie du CHU de Reims
159. Université de Liège, APES Appui en Promotion et en Education pour la Santé
160. URPS Médecins Hauts de France